L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 84, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 } *payable d'avance.*
Do. TROIS FOIS PAR SEMAINE.....$6 }

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 16 SEPTEMBRE 1840.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS:
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. District—WM. DE SUYS, d'Orleans.
2d. District—JOSEPH BERNARD, d'Est-Baton-Rouge.
3me. District—LOUIFROY BARRAS, de La Fourche.
4me. District—JACQUES DUPRE, de St. Landry.
5me. District—SETH LEWIS, des Rapides.

CONVENTION DE BATON ROUGE.

La convention whig de l'Etat s'assemble le 28 courant à Baton Rouge; tout annonce qu'elle sera l'une des plus belles et despites nombreuses solennités patriotiques qui aient encore eu lieu en Louisiane. Notre ville s'est empressée déjà de choisir la délégation qui doit l'y représenter et plus de six cents whigs de la Nouvelle Orléans doivent remonter le fleuve pour aller fraterniser avec les amis de la réforme qui accourront des autres points de l'Etat. Le comité whig a choisi cinquante représentans et l'association Tippecanoe des jeunes gens trois cents. La même ardeur règne dans les paroisses avoisinantes. Jefferson envoie quarante délégués; St. Jacques vingt. Les paroisses de Lafourche sont populeuses et franchement dévouées à la cause de *Harrison*: nous sommes certains qu'elles ne resteront pas en arrière et qu'elles auront une délégation nombreuse et choisie, ou au moi dignes d'elles. Nous ne savons rien encore des paroisses éloignées, mais toutes, on n'en saurait douter, montreront qu'elles veulent prendre une bonne part à l'œuvre de notre régénération politique. Des bords de l'Arkansas au golfe du Mexique, des milliers de délégués afflueront à Baton Rouge, et la cause whig comptera une belle journée de plus.

Aucun état n'a plus souffert que le nôtre des fautes et des méfaits de l'administration; les attaques que le gouvernement a dirigées contre le crédit et le commerce en ont surtout fait sentir en Louisiane d'une manière terrible. Il faut donc que ces pays exprime hautement sa réprobation. Il faut qu'il flétrisse énergiquement la conduite de l'exécutif actuel; et c'est l'un des objets de la convention de Baton Rouge.

Cette convention sera en outre d'une grande utilité pour la cause de *Harrison* et de la *réforme* en donnant aux délégués des différentes paroisses l'occasion de se voir, d'échanger leurs idées, de s'instruire des progrès qu'a faits la bonne cause et au besoin d'adopter de concert les mesures les plus efficaces pour assurer au vote électoral de l'Etat la plus grande majorité possible. Nous n'avons plus à emporter la Louisiane pour *Harrison*; c'est chose faite; mais il faut maintenant prouver que notre pays travaille à l'œuvre de la réforme avec une ardeur infatigable, que les vrais principes s'y répandent chaque jour davantage et que le locofocisme y perd chaque jour du terrain; il faut en un mot que la majorité en faveur du patriote North Bend soit nombreuse et imposante. La convention de Baton Rouge contribuera puissamment à ce résultat.

Que les républicains de la Louisiane s'expriment donc d'y courir; que ni la distance ni les affaires n'empêchent aucun délégué de s'y rendre. Une seule chance d'emporter l'Etat reste peut être encore aux locofocs; ils espèrent que l'ardeur des whigs s'affaiblira. Eh bien, montrons leur que cette chance même ne leur reste plus, que tout espoir est perdu pour eux, que ni le nombre, ni l'activité, ni le zèle ne nous font faute, et que nous sommes prêts à lutter contre eux en novembre avec un enthousiasme plus grand encore que celui qui nous animait en juillet.

LES POSTES.

Quel sera le maître de poste de la Nouvelle-Orléans? Pourquoi n'est-il pas déjà nommé? Telles sont les questions que nous entendons répéter chaque jour. Il y a plus d'un mois que la place est vacante par la démission de M. McQueen et qu'elle est remplie provisoirement par le collecteur des douanes, Mr. Prieur. Quelles que soient les bonnes intentions de cet estimable citoyen, quel que soit son zèle, il lui est impossible de faire en même temps les fonctions de collecteur des Douanes et de maître de poste.

Il est bien vrai que le pouvoir de l'administration cessera le 4 mars prochain et peut être M. Van Buren considère-t-il que ce n'est guère la peine de nommer un nouveau maître de poste pour quelques mois seulement. Mais ce n'est pas une raison pour que les affaires en souffrent. Nous recevons journellement de tous côtés et particulièrement de l'intérieur de l'Etat des plaintes sur l'extrême irrégularité des postes. Nos journaux, nous dit-on, parviennent très irrégulièrement, ou ne parviennent pas du tout quoique remis bien exactement à la poste. Quelle en peut être la cause, et à qui la faute; c'est ce qu'il nous est impossible de savoir. Nous ne pouvons que faire des vœux pour un changement, persuadé que la présente administration générale est tout à fait incapable.

Comment veut-on en effet, que les postes soient bien administrées sous la direction de ceux qui ont ruiné le pays en pleine paix!

1ère LETTRE.

Monsieur l'éditeur de l'Abeille,

Voudrez-vous permettre à un planteur de la côte de se servir de votre journal pour exposer ses opinions sur la politique respective des partis qui divisent l'Union. Je déclare, en prenant la plume, que je ne suis mû ni par l'intérêt privé, ni par aucun sentiment haineux, ni même par l'esprit de parti; mon seul but c'est l'intérêt public que tel du moins je le comprends. Je n'ai nulle prétention à l'infaillibilité; mais je n'affecterai pas non plus une humilité de parade. J'exposerai mes raisons; on jugera de leur mérite: bonnes qu'on les adopte, mauvaises qu'on les repousse. Quoi qu'il arrive, j'aurai la consolation d'avoir rempli un devoir.

Depuis huit ou quatre ans nous gémissons sous le poids d'une crise financière qui, devenant chaque jour plus intense, menace d'engloutir à la fin nos moyens d'existence et notre avenir. C'est un fait malheureusement trop vrai et que nul ne cherche à contester. Mais d'accord sur l'existence du fait, les partis ne s'accordent point dès qu'il s'agit de remonter à ses causes.

Les uns, les hommes du pouvoir, l'attribuent à la surexcitation commerciale et aux spéculations de 1835—36. Les autres, les hommes de l'opposition, prétendent que cette surexcitation commerciale et l'élève de spéculations qui en est la conséquence, sont des effets nécessaires des mesures financières adoptées ouvertement par le gouvernement; et que pour être rationnel il faut toujours remonter aux causes premières.

Je crois, pour ma part, devoir me ranger à cette dernière opinion: voici sur quoi je me fonde:

Il n'y a qu'une Banque Nationale qui puisse maintenir les Banques locales dans leur légitime sphère d'action. Il l'a prouvé. Si dans les 18 mois que les Banques locales ont opéré avec tant d'extravagance en 1831, 1835 et 1836, c'est parce que le pouvoir exécutif avait forcé la Banque des Etats-Unis à liquider: une fois le régulateur enlevé, toute la machine s'est détraquée.

Une autre circonstance qui a singulièrement contribué aux extravagantes opérations de cette époque, c'est la recommandation faite par le gouvernement général, aux Banques dépositaires de deniers publics, *de prêter libéralement.*

Ne résulte-t-il pas de là que la surexcitation industrielle de 1-35—36 a été causée 1° par la liquidation de la Banque Nationale; 2° par la recommandation de la trésorerie de prêter libéralement des dépôts? Or, qui a empêché la création d'une nouvelle Banque Nationale? le pouvoir exécutif qui a recommandé aux Banques dépositaires de prêter libéralement? le secrétaire de la trésorerie, c'est-à-dire le pouvoir exécutif

Ainsi, monsieur, s'il est vrai, comme l'affirment les partisans du pouvoir, que la surexcitation commerciale ait causé la crise, c'est évidemment le gouvernement qui a fait tout le mal, puisque c'est lui qui a causé la surexcitation.

Le raisonnement des défenseurs de l'administration a ce sujet me rappelle la mauvaise plaisanterie d'un batelier qui, accusé d'avoir assommé un homme à coups de bâton, prétendait se disculper en disant que c'était son bâton qui avait fait le mal.

Mais qui donc aurait pu croire le mal si on n'est le parti de l'administration? Depuis douze ans ce parti gouverne, depuis douze ans le parti de l'opposition n'a aucun pouvoir, n'exerce aucune autorité; depuis douze ans il n'y a ni ni guerre sérieuse, ni grêle, ni fléau du ciel: nos récoltes sont aussi abondantes plus abondantes même qu'auparavant. Nos citoyens sont tout aussi actifs, tout aussi intelligens qu'auparavant. D'où vient donc le mal si ce n'est de l'administration?

Agréez, &c.

L'ERMITE DE LA LOUISIANE.

INTERIEUR.

COMTE DE CARROLL—Il y a dix ou douze jours, le *député shérif Coleman* se mit à la poursuite d'une bande de voleurs de nègres, dont trois déjà avaient été arrêtés. Il ne tarda pas à rencontrer le chef de cette bande, nommé *Vallot ou Lavel*, et un combat s'en suivit. Les deux adversaires firent feu l'un sur l'autre en même temps; *Coleman* reçut la balle dans le cou et expira sur le champ; mais le coup tiré par lui, atteignit le voleur de nègres et le blessa mortellement. Il en a encore encore lorsqu'un aide-shérif le frappa, et le saigner et lui brûla la cervelle. Nous devons ces détails à une personne récemment arrivée de la paroisse de Carroll.

VERMONT. ELECTIONS—Les renseignemens qui nous viennent du Vermont, sont de plus en plus satisfaisans: nous avons annoncé déjà que les quatre premiers districts congressionnels avaient élu quatre whigs pour le Congrès; et selon toutes probabilités dans le 5me. district, John MATTOCKS, whig, l'a emporté sur ISAAC FLETCHER, actuellement membre du Congrès. La représentation du Vermont à la prochaine session sera entièrement whig; à la dernière, il y avait trois membres whigs et deux loco-focos.

Les choses ne vont pas moins bien pour l'élection des officiers et de la législature d'Etat. Le candidat whig pour Gouverneur, JENISON, a, d'après les rotours que nous possédons, une majorité d'au moins *dix mille voix* sur son concurrent DILLINGHAM; à la Chambre des Représentans, les whigs comptent déjà 37 membres de plus que l'an dernier, et ce chiffre ne peut manquer de grossir encore. Rarement on a vu un triomphe aussi complet!

KENTUCKY—La Législature de cet Etat a décidé que l'élection présidentielle aurait lieu le premier lundi de novembre.

MISSISSIPI—Gordon P. Boyd, ex-employé du gouvernement auquel il a enlevé plus de $50,000, est en ce moment éditeur d'un journal loco foco dans cet Etat; il défend nécessairement le bill de la 'sous-trésorerie. N'a-t-il pas déjà fait l'expérience de son utilité?

PHILADELPHIE—Un char d'un nouveau modèle pour chemin de fer vient d'être construit dans cette ville; il a six roues, et sa construction est telle qu'il peut parcourir une pourbe avec la plus grande vitesse sans le moindre danger; le frottement est presqu'insensiblement nul le chemin ni le char n'ont rien à craindre.

NEW-YORK—Le paquebot les *Etats Unis*, arrivé hier de Liverpool dans ce port, a rencontré, le 11 août, par 49° de lat. et 26° 9' de longitude, le *British Queen* qui se rendait à Londres, et le 2 courant, à peu près à la hauteur de Nantucket, il a signalé le *Président* parti le 1er pour Liverpool.

AFFAIRES THEATRALES.

Le Courrier des Etats-Unis a reproduit tout récemment une lettre signée de quelques-uns des *Artistes* du Théâtre de notre ville; cette lettre menaçait l'administration de révélations redoutables et qui l'empêcheraient de trouver à l'avenir des chanteurs et des acteurs. Ce factum a paru dans la Gazette des Théâtres du 5 juillet dernier, et il nous semble assez curieux pour le soumettre à nos lecteurs. Nous le faisons suivre d'une réponse qui nous a été communiquée en même temps, et nous nous réservons de donner à l'occasion notre avis sur toute cette discussion.

ENCORE QUELQUES RENSEIGNEMENS UTILES AUX ARTISTES QUI VOUDRAIENT VENIR A LA NOUVELLE-ORLEANS.

NOUVELLE-ORLEANS, 25 juil.

Il y a environ un mois qu'un procès a été intenté à la Compagnie du Théâtre français, par notre camarade Jobey qui réclamait son voyage de retour en France, en vertu de la clause suivante, renfermée dans son engagement: " nous payerons à M. Jobey, son voyage de retour en France." Notre camarade après avoir gagné son procès en première instance, a perdu sa cause en appel, sa demande n'était pas bien fondée, je crois qu'il était entendu que l'artiste n'a plus de droit à son voyage de retour, lorsque il a quitté immédiatement après l'expiration de son engagement. Mr. l'administration est donc sortie victorieuse de ce procès; mais le bruit qu'a fait avec l'artiste, et chacun en a parlé, a produit un effet contraire de cette leçon pour l'administration. Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de la Compagnie et la décision en un mot que la majorité en faveur du patriote North Bend soit nombreuse et imposante. La convention de Baton Rouge contribuera puissamment à ce résultat.

Que les républicains de la Louisiane s'expriment donc d'y courir; que ni la distance ni les affaires n'empêchent aucun délégué de s'y rendre. Une seule chance d'emporter l'Etat reste peut être encore aux loco focos; ils espèrent que l'ardeur des whigs s'affaiblira. Eh bien, montrons leur que cette chance même ne leur reste plus, que tout espoir est perdu pour eux, que ni le nombre, ni l'activité, ni le zèle ne nous font faute, et que nous sommes prêts à lutter contre eux en novembre avec un enthousiasme plus grand encore que celui qui nous animait en juillet.

LES POSTES.

Quel sera le maître de poste de la Nouvelle-Orléans? Pourquoi n'est-il pas déjà nommé? Telles sont les questions que nous entendons répéter chaque jour. Il y a plus d'un mois que la place est vacante par la démission de M. McQueen et qu'elle est remplie provisoirement par le collecteur des douanes, Mr. Prieur. Quelles que soient les bonnes intentions de cet estimable citoyen, quel que soit son zèle, il lui est impossible de faire en même temps les fonctions de collecteur des Douanes et de maître de poste.

Il est bien vrai que le pouvoir de l'administration cessera le 4 mars prochain et peut être M. Van Buren considère-t-il que ce n'est guère la peine de nommer un nouveau maître de poste pour quelques mois seulement. Mais ce n'est pas une raison pour que les affaires en souffrent. Nous recevons journellement de tous côtés et particulièrement de l'intérieur de l'Etat des plaintes sur l'extrême irrégularité des postes. Nos journaux, nous dit-on, parviennent très irrégulièrement, ou ne parviennent pas du tout quoique remis bien exactement à la poste. Quelle en peut être la cause, et à qui la faute; c'est ce qu'il nous est impossible de savoir. Nous ne pouvons que faire des vœux pour un changement, persuadé que la présente administration générale est tout à fait incapable.

Comment veut-on en effet, que les postes soient bien administrées sous la direction de ceux qui ont ruiné le pays en pleine paix!

1ère LETTRE.

Monsieur l'éditeur de l'Abeille,

Voudrez-vous permettre à un planteur de la côte de se servir de votre journal pour exposer ses opinions sur la politique respective des partis qui divisent l'Union. Je déclare, en prenant la plume, que je ne suis mû ni par l'intérêt privé, ni par aucun sentiment haineux, ni même par l'esprit de parti; mon seul but c'est l'intérêt public tel du moins je le comprends. Je n'ai nulle prétention à l'infaillibilité; mais je n'affecterai pas non plus une humilité de parade. J'exposerai mes raisons; on jugera de leur mérite: bonnes qu'on les adopte, mauvaises qu'on les repousse. Quoi qu'il arrive, j'aurai la consolation d'avoir rempli un devoir.

Depuis huit ou quatre ans nous gémissons sous le poids d'une crise financière qui, devenant chaque jour plus intense, menace d'engloutir à la fin nos moyens d'existence et notre avenir. C'est un fait malheureusement trop vrai et que nul ne cherche à contester. Mais d'accord sur l'existence du fait, les partis ne s'accordent point dès qu'il s'agit de remonter à ses causes.

Les uns, les hommes du pouvoir, l'attribuent à la surexcitation commerciale et aux spéculations de 1835—36. Les autres, les hommes de l'opposition, prétendent que cette surexcitation commerciale et l'élève de spéculations qui en est la conséquence, sont des effets nécessaires des mesures financières adoptées ouvertement par le gouvernement; et que pour être rationnel il faut toujours remonter aux causes premières.

Je crois, pour ma part, devoir me ranger à cette dernière opinion: voici sur quoi je me fonde:

Il n'y a qu'une Banque Nationale qui puisse maintenir les Banques locales dans leur légitime sphère d'action. Il l'a prouvé. Si dans les 18 mois que les Banques locales ont opéré avec tant d'extravagance en 1831, 1835 et 1836, c'est parce que le pouvoir exécutif avait forcé la Banque des Etats-Unis à liquider: une fois le régulateur enlevé, toute la machine s'est détraquée.

Une autre circonstance qui a singulièrement contribué aux extravagantes opérations de cette époque, c'est la recommandation faite par le gouvernement général, aux Banques dépositaires de deniers publics, *de prêter libéralement.*

Ne résulte-t-il pas de là que la surexcitation industrielle de 1-35—36 a été causée 1° par la liquidation de la Banque Nationale; 2° par la recommandation de la trésorerie de prêter libéralement des dépôts? Or, qui a empêché la création d'une nouvelle Banque Nationale? le pouvoir exécutif qui a recommandé aux Banques dépositaires de prêter libéralement? le secrétaire de la trésorerie, c'est-à-dire le pouvoir exécutif

Ainsi, monsieur, s'il est vrai, comme l'affirment les partisans du pouvoir, que la surexcitation commerciale ait causé la crise, c'est évidemment le gouvernement qui a fait tout le mal, puisque c'est lui qui a causé la surexcitation.

Le raisonnement des défenseurs de l'administration a ce sujet me rappelle la mauvaise plaisanterie d'un batelier qui, accusé d'avoir assommé un homme à coups de bâton, prétendait se disculper en disant que c'était son bâton qui avait fait le mal.

Mais qui donc aurait pu croire le mal si ce n'est le parti de l'administration? Depuis douze ans ce parti gouverne, depuis douze ans le parti de l'opposition n'a aucun pouvoir, n'exerce aucune autorité; depuis douze ans il n'y a ni ni guerre sérieuse, ni grêle, ni fléau du ciel: nos récoltes sont aussi abondantes plus abondantes même qu'auparavant. Nos citoyens sont tout aussi actifs, tout aussi intelligens qu'auparavant. D'où vient donc le mal si ce n'est de l'administration?

Agréez, &c.

L'ERMITE DE LA LOUISIANE.

INTERIEUR.

COMTE DE CARROLL—Il y a dix ou douze jours, le *député shérif Coleman* se mit à la poursuite d'une bande de voleurs de nègres, dont trois déjà avaient été arrêtés. Il ne tarda pas à rencontrer le chef de cette bande, nommé *Vallot ou Lavel*, et un combat s'en suivit. Les deux adversaires firent feu l'un sur l'autre en même temps; *Coleman* reçut la balle dans le cou et expira sur le champ; mais le coup tiré par lui, atteignit le voleur de nègres et le blessa mortellement. Il en a encore encore lorsqu'un aide-shérif le frappa, et le saigner et lui brûla la cervelle. Nous devons ces détails à une personne récemment arrivée de la paroisse de Carroll.

VERMONT. ELECTIONS—Les renseignemens qui nous viennent du Vermont, sont de plus en plus satisfaisans: nous avons annoncé déjà que les quatre premiers districts congressionnels avaient élu quatre whigs pour le Congrès; et selon toutes probabilités dans le 5me. district, John MATTOCKS, whig, l'a emporté sur ISAAC FLETCHER, actuellement membre du Congrès. La représentation du Vermont à la prochaine session sera entièrement whig; à la dernière, il y avait trois membres whigs et deux loco-focos.

Les choses ne vont pas moins bien pour l'élection des officiers et de la législature d'Etat. Le candidat whig pour Gouverneur, JENISON, a, d'après les rotours que nous possédons, une majorité d'au moins *dix mille voix* sur son concurrent DILLINGHAM; à la Chambre des Représentans, les whigs comptent déjà 37 membres de plus que l'an dernier, et ce chiffre ne peut manquer de grossir encore. Rarement on a vu un triomphe aussi complet!

KENTUCKY—La Législature de cet Etat a décidé que l'élection présidentielle aurait lieu le premier lundi de novembre.

MISSISIPI—Gordon P. Boyd, ex-employé du gouvernement auquel il a enlevé plus de $50,000, est en ce moment éditeur d'un journal loco foco dans cet Etat; il défend nécessairement le bill de la sous-trésorerie. N'a-t-il pas déjà fait l'expérience de son utilité?

PHILADELPHIE—Un char d'un nouveau modèle pour chemin de fer vient d'être construit dans cette ville; il a six roues, et sa construction est telle qu'il peut parcourir une pourbe avec la plus grande vitesse sans le moindre danger; le frottement est presqu'insensiblement nul le chemin ni le char n'ont rien à craindre.

NEW-YORK—Le paquebot les *Etats Unis*, arrivé hier de Liverpool dans ce port, a rencontré, le 11 août, par 49° de lat. et 26° 9' de longitude, le *British Queen* qui se rendait à Londres, et le 2 courant, à peu près à la hauteur de Nantucket, il a signalé le *Président* parti le 1er pour Liverpool.

AFFAIRES THEATRALES.

Le Courrier des Etats-Unis a reproduit tout récemment une lettre signée de quelques-uns des *Artistes* du Théâtre de notre ville; cette lettre menaçait l'administration de révélations redoutables et qui l'empêcheraient de trouver à l'avenir des chanteurs et des acteurs. Ce factum a paru dans la Gazette des Théâtres du 5 juillet dernier, et il nous semble assez curieux pour le soumettre à nos lecteurs. Nous le faisons suivre d'une réponse qui nous a été communiquée en même temps, et nous nous réservons de donner à l'occasion notre avis sur toute cette discussion.

ENCORE QUELQUES RENSEIGNEMENS UTILES AUX ARTISTES QUI VOUDRAIENT VENIR A LA NOUVELLE-ORLEANS.

NOUVELLE-ORLEANS, 25 juil.

Il y a environ un mois qu'un procès a été intenté à la Compagnie du Théâtre français, par notre camarade Jobey qui réclamait son voyage de retour en France, en vertu de la clause suivante, renfermée dans son engagement: " nous payerons à M. Jobey, son voyage de retour en France." Notre camarade après avoir gagné son procès en première instance, a perdu sa cause en appel, sa demande n'était pas bien fondée, je crois qu'il était entendu que l'artiste n'a plus de droit à son voyage de retour, lorsque il a quitté immédiatement après l'expiration de son engagement. Mr. l'administration est donc sortie victorieuse de ce procès; mais le bruit qu'a fait avec l'artiste, et chacun en a parlé, a produit un effet contraire de cette leçon pour l'administration. Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de la Compagnie et la décision en un mot que la majorité en faveur du patriote North Bend soit nombreuse et imposante. La convention de Baton Rouge contribuera puissamment à ce résultat.

Que les républicains de la Louisiane s'expriment donc d'y courir; que ni la distance ni les affaires n'empêchent aucun délégué de s'y rendre. Une seule chance d'emporter l'Etat reste peut être encore aux loco focos; ils espèrent que l'ardeur des whigs s'affaiblira. Eh bien, montrons leur que cette chance même ne leur reste plus, que tout espoir est perdu pour eux, que ni le nombre, ni l'activité, ni le zèle ne nous font faute, et que nous sommes prêts à lutter contre eux en novembre avec un enthousiasme plus grand encore que celui qui nous animait en juillet.

LES POSTES.

Quel sera le maître de poste de la Nouvelle-Orléans? Pourquoi n'est-il pas déjà nommé? Telles sont les questions que nous entendons répéter chaque jour. Il y a plus d'un mois que la place est vacante par la démission de M. McQueen et qu'elle est remplie provisoirement par le collecteur des douanes, Mr. Prieur. Quelles que soient les bonnes intentions de cet estimable citoyen, quel que soit son zèle, il lui est impossible de faire en même temps les fonctions de collecteur des Douanes et de maître de poste.

Il est bien vrai que le pouvoir de l'administration cessera le 4 mars prochain et peut être M. Van Buren considère-t-il que ce n'est guère la peine de nommer un nouveau maître de poste pour quelques mois seulement. Mais ce n'est pas une raison pour que les affaires en souffrent. Nous recevons journellement de tous côtés et particulièrement de l'intérieur de l'Etat des plaintes sur l'extrême irrégularité des postes. Nos journaux, nous dit-on, parviennent très irrégulièrement, ou ne parviennent pas du tout quoique remis bien exactement à la poste. Quelle en peut être la cause, et à qui la faute; c'est ce qu'il nous est impossible de savoir. Nous ne pouvons que faire des vœux pour un changement, persuadé que la présente administration générale est tout à fait incapable.

Comment veut-on en effet, que les postes soient bien administrées sous la direction de ceux qui ont ruiné le pays en pleine paix!

1ère LETTRE.

Monsieur l'éditeur de l'Abeille,

Voudrez-vous permettre à un planteur de la côte de se servir de votre journal pour exposer ses opinions sur la politique respective des partis qui divisent l'Union. Je déclare, en prenant la plume, que je ne suis mû ni par l'intérêt privé, ni par aucun sentiment haineux, ni même par l'esprit de parti; mon seul but c'est l'intérêt public tel du moins je le comprends. Je n'ai nulle prétention à l'infaillibilité; mais je n'affecterai pas non plus une humilité de parade. J'exposerai mes raisons; on jugera de leur mérite: bonnes qu'on les adopte, mauvaises qu'on les repousse. Quoi qu'il arrive, j'aurai la consolation d'avoir rempli un devoir.

Depuis huit ou quatre ans nous gémissons sous le poids d'une crise financière qui, devenant chaque jour plus intense, menace d'engloutir à la fin nos moyens d'existence et notre avenir. C'est un fait malheureusement trop vrai et que nul ne cherche à contester. Mais d'accord sur l'existence du fait, les partis ne s'accordent point dès qu'il s'agit de remonter à ses causes.

Les uns, les hommes du pouvoir, l'attribuent à la surexcitation commerciale et aux spéculations de 1835—36. Les autres, les hommes de l'opposition, prétendent que cette surexcitation commerciale et l'élève de spéculations qui en est la conséquence, sont des effets nécessaires des mesures financières adoptées ouvertement par le gouvernement; et que pour être rationnel il faut toujours remonter aux causes premières.

Je crois, pour ma part, devoir me ranger à cette dernière opinion: voici sur quoi je me fonde:

Il n'y a qu'une Banque Nationale qui puisse maintenir les Banques locales dans leur légitime sphère d'action. Il l'a prouvé. Si dans les 18 mois que les Banques locales ont opéré avec tant d'extravagance en 1831, 1835 et 1836, c'est parce que le pouvoir exécutif avait forcé la Banque des Etats-Unis à liquider: une fois le régulateur enlevé, toute la machine s'est détraquée.

Une autre circonstance qui a singulièrement contribué aux extravagantes opérations de cette époque, c'est la recommandation faite par le gouvernement général, aux Banques dépositaires de deniers publics, *de prêter libéralement.*

Ne résulte-t-il pas de là que la surexcitation industrielle de 1-35—36 a été causée 1° par la liquidation de la Banque Nationale; 2° par la recommandation de la trésorerie de prêter libéralement des dépôts? Or, qui a empêché la création d'une nouvelle Banque Nationale? le pouvoir exécutif qui a recommandé aux Banques dépositaires de prêter libéralement? le secrétaire de la trésorerie, c'est-à-dire le pouvoir exécutif

Ainsi, monsieur, s'il est vrai, comme l'affirment les partisans du pouvoir, que la surexcitation commerciale ait causé la crise, c'est évidemment le gouvernement qui a fait tout le mal, puisque c'est lui qui a causé la surexcitation.

Le raisonnement des défenseurs de l'administration a ce sujet me rappelle la mauvaise plaisanterie d'un batelier qui, accusé d'avoir assommé un homme à coups de bâton, prétendait se disculper en disant que c'était son bâton qui avait fait le mal.

Mais qui donc aurait pu croire le mal si ce n'est le parti de l'administration? Depuis douze ans ce parti gouverne, depuis douze ans le parti de l'opposition n'a aucun pouvoir, n'exerce aucune autorité; depuis douze ans il n'y a ni ni guerre sérieuse, ni grêle, ni fléau du ciel: nos récoltes sont aussi abondantes plus abondantes même qu'auparavant. Nos citoyens sont tout aussi actifs, tout aussi intelligens qu'auparavant. D'où vient donc le mal si ce n'est de l'administration?

Agréez, &c.

L'ERMITE DE LA LOUISIANE.

INTERIEUR.

COMTE DE CARROLL—Il y a dix ou douze jours, le *député shérif Coleman* se mit à la poursuite d'une bande de voleurs de nègres, dont trois déjà avaient été arrêtés. Il ne tarda pas à rencontrer le chef de cette bande, nommé *Vallot ou Lavel*, et un combat s'en suivit. Les deux adversaires firent feu l'un sur l'autre en même temps; *Coleman* reçut la balle dans le cou et expira sur le champ; mais le coup tiré par lui, atteignit le voleur de nègres et le blessa mortellement. Il en a encore encore lorsqu'un aide-shérif le frappa, et le saigner et lui brûla la cervelle. Nous devons ces détails à une personne récemment arrivée de la paroisse de Carroll.

VERMONT. ELECTIONS—Les renseignemens qui nous viennent du Vermont, sont de plus en plus satisfaisans: nous avons annoncé déjà que les quatre premiers districts congressionnels avaient élu quatre whigs pour le Congrès; et selon toutes probabilités dans le 5me. district, John MATTOCKS, whig, l'a emporté sur ISAAC FLETCHER, actuellement membre du Congrès. La représentation du Vermont à la prochaine session sera entièrement whig; à la dernière, il y avait trois membres whigs et deux loco-focos.

Les choses ne vont pas moins bien pour l'élection des officiers et de la législature d'Etat. Le candidat whig pour Gouverneur, JENISON, a, d'après les rotours que nous possédons, une majorité d'au moins *dix mille voix* sur son concurrent DILLINGHAM; à la Chambre des Représentans, les whigs comptent déjà 37 membres de plus que l'an dernier, et ce chiffre ne peut manquer de grossir encore. Rarement on a vu un triomphe aussi complet!

KENTUCKY—La Législature de cet Etat a décidé que l'élection présidentielle aurait lieu le premier lundi de novembre.

MISSISIPI—Gordon P. Boyd, ex-employé du gouvernement auquel il a enlevé plus de $50,000, est en ce moment éditeur d'un journal loco foco dans cet Etat; il défend nécessairement le bill de la sous-trésorerie. N'a-t-il pas déjà fait l'expérience de son utilité?

PHILADELPHIE—Un char d'un nouveau modèle pour chemin de fer vient d'être construit dans cette ville; il a six roues, et sa construction est telle qu'il peut parcourir une pourbe avec la plus grande vitesse sans le moindre danger; le frottement est presqu'insensiblement nul le chemin ni le char n'ont rien à craindre.

NEW-YORK—Le paquebot les *Etats Unis*, arrivé hier de Liverpool dans ce port, a rencontré, le 11 août, par 49° de lat. et 26° 9' de longitude, le *British Queen* qui se rendait à Londres, et le 2 courant, à peu près à la hauteur de Nantucket, il a signalé le *Président* parti le 1er pour Liverpool.

AFFAIRES THEATRALES.

Le Courrier des Etats-Unis a reproduit tout récemment une lettre signée de quelques-uns des *Artistes* du Théâtre de notre ville; cette lettre menaçait l'administration de révélations redoutables et qui l'empêcheraient de trouver à l'avenir des chanteurs et des acteurs. Ce factum a paru dans la Gazette des Théâtres du 5 juillet dernier, et il nous semble assez curieux pour le soumettre à nos lecteurs. Nous le faisons suivre d'une réponse qui nous a été communiquée en même temps, et nous nous réservons de donner à l'occasion notre avis sur toute cette discussion.

ENCORE QUELQUES RENSEIGNEMENS UTILES AUX ARTISTES QUI VOUDRAIENT VENIR A LA NOUVELLE-ORLEANS.

NOUVELLE-ORLEANS, 25 juil.

Il y a environ un mois qu'un procès a été intenté à la Compagnie du Théâtre français, par notre camarade Jobey qui réclamait son voyage de retour en France, en vertu de la clause suivante, renfermée dans son engagement: " nous payerons à M. Jobey, son voyage de retour en France." Notre camarade après avoir gagné son procès en première instance, a perdu sa cause en appel, sa demande n'était pas bien fondée, je crois qu'il était entendu que l'artiste n'a plus de droit à son voyage de retour, lorsque il a quitté immédiatement après l'expiration de son engagement. Mr. l'administration est donc sortie victorieuse de ce procès; mais le bruit qu'a fait avec l'artiste, et chacun en a parlé, a produit un effet contraire de cette leçon pour l'administration. Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de la Compagnie et la décision en un mot que la majorité en faveur du patriote North Bend soit nombreuse et imposante. La convention de Baton Rouge contribuera puissamment à ce résultat.

Que les républicains de la Louisiane s'expriment donc d'y courir; que ni la distance ni les affaires n'empêchent aucun délégué de s'y rendre. Une seule chance d'emporter l'Etat reste peut être encore aux loco focos; ils espèrent que l'ardeur des whigs s'affaiblira. Eh bien, montrons leur que cette chance même ne leur reste plus, que tout espoir est perdu pour eux, que ni le nombre, ni l'activité, ni le zèle ne nous font faute, et que nous sommes prêts à lutter contre eux en novembre avec un enthousiasme plus grand encore que celui qui nous animait en juillet.

LES POSTES.

Quel sera le maître de poste de la Nouvelle-Orléans? Pourquoi n'est-il pas déjà nommé? Telles sont les questions que nous entendons répéter chaque jour. Il y a plus d'un mois que la place est vacante par la démission de M. McQueen et qu'elle est remplie provisoirement par le collecteur des douanes, Mr. Prieur. Quelles que soient les bonnes intentions de cet estimable citoyen, quel que soit son zèle, il lui est impossible de faire en même temps les fonctions de collecteur des Douanes et de maître de poste.

Il est bien vrai que le pouvoir de l'administration cessera le 4 mars prochain et peut être M. Van Buren considère-t-il que ce n'est guère la peine de nommer un nouveau maître de poste pour quelques mois seulement. Mais ce n'est pas une raison pour que les affaires en souffrent. Nous recevons journellement de tous côtés et particulièrement de l'intérieur de l'Etat des plaintes sur l'extrême irrégularité des postes. Nos journaux, nous dit-on, parviennent très irrégulièrement, ou ne parviennent pas du tout quoique remis bien exactement à la poste. Quelle en peut être la cause, et à qui la faute; c'est ce qu'il nous est impossible de savoir. Nous ne pouvons que faire des vœux pour un changement, persuadé que la présente administration générale est tout à fait incapable.

Comment veut-on en effet, que les postes soient bien administrées sous la direction de ceux qui ont ruiné le pays en pleine paix!

1ère LETTRE.

Monsieur l'éditeur de l'Abeille,

Voudrez-vous permettre à un planteur de la côte de se servir de votre journal pour exposer ses opinions sur la politique respective des partis qui divisent l'Union. Je déclare, en prenant la plume, que je ne suis mû ni par l'intérêt privé, ni par aucun sentiment haineux, ni même par l'esprit de parti; mon seul but c'est l'intérêt public tel du moins je le comprends. Je n'ai nulle prétention à l'infaillibilité; mais je n'affecterai pas non plus une humilité de parade. J'exposerai mes raisons; on jugera de leur mérite: bonnes qu'on les adopte, mauvaises qu'on les repousse. Quoi qu'il arrive, j'aurai la consolation d'avoir rempli un devoir.

Depuis huit ou quatre ans nous gémissons sous le poids d'une crise financière qui, devenant chaque jour plus intense, menace d'engloutir à la fin nos moyens d'existence et notre avenir. C'est un fait malheureusement trop vrai et que nul ne cherche à contester. Mais d'accord sur l'existence du fait, les partis ne s'accordent point dès qu'il s'agit de remonter à ses causes.

Les uns, les hommes du pouvoir, l'attribuent à la surexcitation commerciale et aux spéculations de 1835—36. Les autres, les hommes de l'opposition, prétendent que cette surexcitation commerciale et l'élève de spéculations qui en est la conséquence, sont des effets nécessaires des mesures financières adoptées ouvertement par le gouvernement; et que pour être rationnel il faut toujours remonter aux causes premières.

Je crois, pour ma part, devoir me ranger à cette dernière opinion: voici sur quoi je me fonde:

Il n'y a qu'une Banque Nationale qui puisse maintenir les Banques locales dans leur légitime sphère d'action. Il l'a prouvé. Si dans les 18 mois que les Banques locales ont opéré avec tant d'extravagance en 1831, 1835 et 1836, c'est parce que le pouvoir exécutif avait forcé la Banque des Etats-Unis à liquider: une fois le régulateur enlevé, toute la machine s'est détraquée.

Une autre circonstance qui a singulièrement contribué aux extravagantes opérations de cette époque, c'est la recommandation faite par le gouvernement général, aux Banques dépositaires de deniers publics, *de prêter libéralement.*

Ne résulte-t-il pas de là que la surexcitation industrielle de 1-35—36 a été causée 1° par la liquidation de la Banque Nationale; 2° par la recommandation de la trésorerie de pr